

La nomination de Laurence Bovy à la direction de l'intercommunale Vivaqua a jeté un nouveau coup de projecteur sur un phénomène connu mais qui, avec le temps, prend des proportions qu'il est de plus en plus difficile d'attribuer à un concours de circonstances.

A Bruxelles, le PS est aux commandes d'un nombre impressionnant d'organismes publics dont les missions sont pour le moins stratégiques. Mme Bovy, ex-collaboratrice de Laurette Onkelinx, patronne de la Fédération du PS bruxellois, n'est arrivée que troisième parmi les candidats en lice pour le poste mais fut néanmoins choisie par le conseil d'administration pour remplacer Christiane Franck, PS également. Une nomination qui n'a rien de politique et qui repose sur les compétences de l'intéressée et sur l'indépendance du conseil d'administration, jurait en décembre Yvan Mayeur, bourgmestre et président PS de Vivaqua. Mais qui peut encore y croire ?

Car il en fut de même pour la désignation, en 2013, d'Olivia P'tito, ex-députée PS, à la direction de Bruxelles Formation. Ou encore celle, quelques années auparavant, de Grégor Chapelle, ex-échevin PS de Forest, comme directeur d'Actiris, le pararégional de remise à l'emploi. Gros employeur, l'Agence Bruxelles-Propreté est dirigée par Vincent Jumeau, ancien collaborateur du député-bourgmestre de Saint-Josse Emir Kir (PS) quand ce dernier était secrétaire d'Etat bruxellois en charge de la Propreté publique. Citydev, outil de développement économique cette fois, est dirigé par Benjamin Cadranel (PS), ancien chef de cabinet du socialiste Charles Picqué lorsqu'il était ministre-Président bruxellois. Gilles Delforge, directeur de la Société d'aménagement urbain (qui assure la promotion de sites tels que Delta, l'hippodrome de Boitsfort ou encore Josaphat) est issu du cabinet de l'ex-bourgmestre PS de Bruxelles Freddy Thielemans.

Fleurissent les exemples

D'autres exemples ont fleuri ces dernières années. Ainsi, si la nouvelle agence régionale bruxelloise pour le stationnement est dirigée par Eric Dubois (étiqueté SP.A), le PS en a offert la présidence à Jean-Pierre Van Gorp, passé du MR au PS à Schaerbeek. Jamil Araoud est passé, lui, directement du cabinet du ministre-Président de la Région Rudi Vervoort (PS) au nouvel organe régional de prévention et de sécurité. Laurette Onkelinx a surpris en s'emparant personnellement de la présidence du CA de Visit.brussels, l'office régional du tourisme. Et quand fut annoncée la création future d'un musée d'Art contemporain à Bruxelles, il était déjà entendu qu'Yves Goldstein, chef de cabinet démissionnaire de Rudi Vervoort, continuerait à diriger le projet. Pour ensuite diriger le musée ? La question reste ouverte.

Au niveau régional, il n'y a guère que la Stib, pilotée par le CEO Briec de Meeûs, sans étiquette politique, qui échappe à la tutelle directe d'un socialiste. Encore que Yonnec Polet, secrétaire fédéral du PS bruxellois, a été placé comme vice-président. Au rayon des intercommunales, on relève une présence forte du PS dans les secteurs de l'eau et de l'énergie. Sibelga est historiquement dirigé par Luc Hujuel, étiqueté PS, alors qu'Yvan Mayeur, bourgmestre PS de la Ville de Bruxelles, préside Vivaqua, qui doit absorber une autre intercommunale, Hydrobru.

Fort de ses 25 % aux dernières élections régionales (2014), le Parti socialiste continue de dominer largement le gouvernement bruxellois composé de 6 partis politiques (PS, Défi, CDH, Open VLD, CD&V, SP.A). Ajoutons l'étendue du pouvoir socialiste à la Ville de Bruxelles sur le centre historique et le plateau du Heysel.

Des pratiques "choquantes", dit le MR

Il ne reste que quelques miettes aux autres partis. Au MR et chez Ecolo, on s'est d'ailleurs inquiété en 2016 de la volonté du gouvernement régional de créer trois nouveaux organismes pararégionaux (urbanisme, fiscalité et Selor). Pour Ecolo, la députée Zoé Genot dénonce une "mainmise quasi totale sur les matières relatives à l'urbanisme" et la création d'organismes échappant au contrôle du parlement. Pour le MR, le député Vincent De Wolf parle de pratiques "choquantes" et d'un phénomène atteignant "des dimensions inégalées". "Tous les leviers économiques de la Région sont aux mains des camarades", ajoute un MR.

Laurette Onkelinx n'a pas souhaité répondre à nos questions. Faute de temps, assure sa porte-parole, avant de nous renvoyer vers le cabinet de Rudi Vervoort. Eludant nos questions sur les implications démocratiques de cette situation ou sur la gouvernance publique, il nous a répondu ceci : "Les mandataires qui sont désignés par le gouvernement bruxellois et dans l'ensemble des administrations et organismes bruxellois le sont sur base de procédures légales avec appel à candidatures et jury, avec une lettre de mission claire, des évaluations régulières et pour une durée limitée." Seul compte la compétence, ajoute le ministre-Président Mathieu Colleyn

Mathieu Colleyn

Copyright © 2016 IPM. Tous droits réservés